

PRÉFECTURE
DE L'INDRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

ARRÊTÉ N° 90E 1664 Equip/284/A062 du 27 AOUT 1990

portant autorisation de mise en jeu d'une Micro-Centrale
au "Moulin de Bénavent" situé sur la rivière la CREUSE -
PK 68,400 - Commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE - en vue de
l'utilisation de l'énergie hydraulique aux fins de
production d'électricité. . . .

.
..

LE PREFET
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code du Domaine Public et de la Navigation Intérieure (livre 1er, titre III) ;

VU la Loi n° 84.512 du 29 Juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;

VU la Loi modifiée du 16 Octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU le Décret n° 81-375 du 15 Avril 1981 modifiant l'article 16 de la Loi du 16 Octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et pris pour son application en ce qui concerne la forme et la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'usines hydrauliques ;

VU le Décret n° 81-376 du 15 Avril 1981 portant application de l'article 28 (2°) de la Loi du 16 Octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et approuvant le modèle de règlement d'eau pour les entreprises autorisées sur les cours d'eau ;

1.1.10

VU le Décret réglementaire du 20 Mars 1858 portant règlement d'eau du "Moulin de Bénavent" ;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 90-E-1560 du 10 Août 1990 portant délégation de signature à M. Michel GAILLARD, Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU la pétition en date du 2 Mars 1990 par laquelle Mme AUBERY, née SIMON Marie-France agissant en tant que gérante de la S.A.R.L. ayant pour dénomination "Société de Production Industrielle d'Energie Electrique" dont le siège social est situé à POULIGNY-SAINT-PIERRE - 36300 LE BLANC - Moulin de Bénavent, demande l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière la CREUSE pour la mise en jeu d'une Entreprise dans la Commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE destinée à la production d'électricité ;

CONSIDERANT qu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement "fondé en titre" sans modification des conditions de la prise d'eau dans la rivière la CREUSE ;

VU l'avis favorable du Maire de POULIGNY-SAINT-PIERRE ;

VU l'instruction du dossier par la Direction Départementale de l'Equipement de l'Indre chargée de la Police des Eaux ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E :

ARTICLE 1 - AUTORISATION DE DISPOSER DE L'ENERGIE

La S.A.R.L. "Société de Production Industrielle d'Energie Electrique", représentée par Madame AUBERY née SIMON Marie-France, demeurant au Moulin de Bénavent - 36300 POULIGNY-SAINT-PIERRE, est autorisée, dans les conditions du présent règlement, à disposer, et pour une durée de 30 ans, de l'énergie de la rivière la CREUSE - code hydrologique 473 - pour la mise en jeu d'une Entreprise située sur le territoire de la Commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE et destinée à produire de l'énergie électrique à transiter sur le réseau de distribution publique concédé à ELECTRICITE de FRANCE - Centre de Distribution Mixte de CHATEAUROUX.

.../...

La puissance maximum brute de l'Entreprise est fixée à 323,7 KW.

ARTICLE 2 - SECTION AMENAGEE

Les eaux seront directement dérivées à l'amont de l'usine au moyen d'un barrage déversoir situé dans le prolongement de celle-ci au PK 68,400 de la rivière la CREUSE.

Elles seront restituées à la rivière la CREUSE par l'intermédiaire d'un canal de fuite d'une longueur d'environ 35 mètres au PK 68,365 - Cote NGF 69,70.

La hauteur de chute sera d'environ 2,20 mètres en eau moyenne.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE LA PRISE D'EAU

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

Une échelle limnimétrique, dont le zéro (= 0,50 m de l'échelle) correspondra au niveau normal de la crête de la retenue du barrage, sera fixée à l'amont du dégrilleur sur un support bois à l'aide d'écrous estampillés.

Le niveau normal de l'exploitation est fixé à 72,70 NGF.

Le débit maximum prélevé sera d'environ 15 m³/s en moyenne, sauf si le débit naturel de la rivière venait lui-même à être inférieur à ce débit moyen.

Le débit maintenu dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 4 m³/s ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à ce chiffre.

Les valeurs retenues pour le débit prélevé et le débit réservé seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DU BARRAGE DE PRISE

Le barrage de prise amont du canal de dérivation est en maçonnerie sèche avec crête épaisse à lame déversante.

Sa longueur en crête est d'environ 160 mètres et sa largeur moyenne en crête est de 0,70 mètre.

La cote N.G.F. de la crête du barrage est de 72,70.

ARTICLE 5 - VANNAGES DE DECHARGE EVACUATEURS DE CRUES
DISPOSITIF DE MESURE DU DEBIT RESERVE

Il n'est pas prévu de vannage, les turbines étant équipées de cercle de vannage intégré.

Le dispositif de prise du débit maintenu dans la rivière (débit réservé) et de mesure de ce débit sera constitué comme suit : le débit réservé sera transmis en grande partie par la lame d'eau déversée sur le barrage et par la passe à poissons.

ARTICLE 6 - CANAUX DE DECHARGE ET DE FUITE

Le canal de fuite sera disposé de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et ne provoquer aucune érosion non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

ARTICLE 7 - MESURE DE SAUVEGARDE

L'usage des eaux et leur transmission en aval devront se faire de manière à ne pas compromettre la salubrité publique, l'alimentation des personnes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, des installations agricoles et industrielles, le maintien des équilibres biologiques, la qualité des sites et paysages, la pratique des loisirs et des sports, le rétablissement du libre écoulement des eaux et, d'une façon générale, la bonne utilisation des eaux d'une part, et d'autre part, la conservation, la reproduction et la libre circulation du poisson.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire sera tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après relatives à la conservation, la reproduction et la libre circulation du poisson et qui seront :

.../...

dans l'avenir et selon la réglementation à intervenir

l'aménagement d'une passe à poissons franchissable par les migrateurs à implanter dans la cage désaffectée de la roue du Moulin, en accord avec la Délégation Régionale Centre du Conseil Supérieur de la Pêche.

ARTICLE 8 - REPERE

Il sera posé aux frais du permissionnaire en un point qui sera désigné par le Service chargé de la Police des eaux, un repère définitif et invariable (échelle limnimétrique) visible aux tiers comme prévu à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 9 - MANOEUVRE DES VANNES DE DECHARGES ET AUTRES
OUVRAGES

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire devra dans ce but manoeuvrer en temps opportun les ouvrages de décharge.

En aucun cas, le niveau de la retenue ne devra dépasser le niveau des plus hautes eaux. S'il y a lieu, le Service chargé de la Police des eaux réglementera les écluses de l'usine de façon que soit maintenu dans le canal de fuite le débit nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans la limite d'un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manoeuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le Maire de la Commune, soit par les agents du Service chargés de la Police des eaux, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Le cas échéant, le Service chargé de la Police des eaux réglementera les chasses et vidanges de la retenue.

.../...

ARTICLE 10 - ENTRETIEN DE LA RETENUE ET DU LIT DU COURS D'EAU

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le Préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toute la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Lorsque la retenue ou les cours d'eau ne seront pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourraient d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi et dans la moitié du lit du cours d'eau.

Toutes les dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans sa profondeur et sa largeur naturelles.

ARTICLE 11 - OBSERVATIONS DES REGLEMENTS (Police des eaux)

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

ARTICLE 12 - OBSERVATIONS DES REGLEMENTS (Entretien)

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 13 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'Administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire tout dommage provenant de son fait sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourraient lui être intentées.

.../...

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que la surveillance des Agents prévus à l'article 15 ci-après ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 14 - RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 - EXECUTION DES TRAVAUX - RECOLEMENT - CONTROLE

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire et dans le respect des règles architecturales pour ce qui concerne l'usine et ses abords.

Les Agents du Service chargé de la Police des eaux et ceux du Service chargés de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et Agents habilités pour constater les infractions en matière de Police des eaux, auront en permanence libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Les travaux devront être terminés dans un délai de 6 (six) mois à dater de la notification du présent Arrêté. A l'expiration de ce délai, le Service chargé de la Police des eaux fait connaître au permissionnaire la date de la visite de récolement des travaux et lui indique les mesures complémentaires qu'il y a lieu de prendre avant mise en service de l'ouvrage.

Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux Agents chargés de la Police des eaux ou de l'électricité et de la pêche, accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures de vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 16 - CLAUSES DE PRECARITE

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la Défense Nationale, de la Navigation, de la Sécurité et de la Salubrité Publiques, et notamment pour l'alimentation en eau de centres habités, de la police et de la répartition des eaux, ainsi que pour prévenir, faire cesser les inondations ou préserver l'environnement des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 17 - CESSATION DE L'AUTORISATION
CHANGEMENT DANS LA DESTINATION DE L'USINE

Tout projet de cessation totale ou partielle de la présente autorisation, toute demande de changement de permissionnaire, doivent être notifiées au Préfet qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus.

Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, aviser le Préfet.

ARTICLE 18 - MISE EN CHOMAGE - RETRAIT DE L'AUTORISATION -
CESSATION DE L'EXPLOITATION -
RENONCIATION A L'AUTORISATION

Faute par le permissionnaire de se conformer dans les délais fixés aux dispositions prescrites sans préjudice des dispositions prévues à l'article 1er de la Loi modifiée du 16 Octobre 1919, l'Administration peut, suivant les circonstances et après mise en demeure, prononcer le retrait d'office de l'autorisation ou mettre l'usine en chômage et, dans tous les cas, elle prend les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau ou de grande voirie.

.../...

Il en est de même dans le cas où après s'être conformé aux dispositions prescrites par le présent Arrêté, le permissionnaire changerait l'état des lieux sans y être préalablement autorisé, s'il ne maintient pas constamment les ouvrages en bon état d'entretien ou s'il cesse d'avoir la libre disposition en permanence de l'un des ouvrages visés aux articles 2, 4, 5 et 6 ou de son terrain d'emprise.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux ans, l'Administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau.

Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'Administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 19 - RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au Préfet trois ans avant sa date d'expiration.

La présente autorisation sera renouvelée de plein droit pour une durée de trente ans, si un an au moins avant son expiration l'Administration ne notifie pas au permissionnaire sa décision contraire.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux.

ARTICLE 20 - DROIT DE PASSAGE POUR LES PECHEURS ET LES AGENTS DE L'ADMINISTRATION

Le passage de quatre mètres (largeur moyenne) créé sur le domaine public au droit de la fosse dite "du Moulin" par les soins du pétitionnaire pour le passage des engins lors des travaux de génie civil pour la construction de la micro-centrale, devra rester libre d'accès toute l'année aux pêcheurs et agents de l'Administration, son entretien incombera au pétitionnaire.

.../...

ARTICLE 21

Le permissionnaire devra permettre le libre écoulement des eaux entre la fosse du "Moulin" qui constitue une frayère intéressante et la CREUSE. Pour ce faire, il pourra mettre en place un muret de soutènement le long du talus bordant le chenal d'accès des eaux de la CREUSE à la fosse du "Moulin".

ARTICLE 22 - PUBLICATION ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LE BLANC, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt chargé de la Police de la Pêche, le Maire de POULIGNY-SAINT-PIERRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera notifié à Madame AUBERY née SIMON Marie-France, gérante de la S.A.R.L. "Société de Production Industrielle d'Energie Electrique" - Moulin de Bénavent, permissionnaire et dont ampliation sera adressée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie et des Mines, Division Energie,
- . M. le Chef du Centre de Distribution Mixte ELECTRICITE DE FRANCE à CHATEAUROUX,
- . M. le Président de la Fédération des Associations de Pêche et de Pisciculture de l'Indre.

Pour le Préfet
Le Directeur Départemental de
l'Equipement


J. GALLAND